

CIBLE

Boute-feux

Les cordonniers sont mal chaussés et les grands « communicants » ne maîtrisent pas leur communication. Ainsi Jean-Pierre Raffarin, qui laisse dire n'importe quoi.

Ainsi Jacques Barrot, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, qui s'est prononcé pour « une concentration de l'assurance-maladie obligatoire sur les maladies graves » la couverture du tout-venant étant renvoyée à une « assurance volontaire complémentaire ». Ce qui contredit le principe de solidarité nationale et institue un ersatz de Sécurité sociale.

Ainsi le secrétaire d'État à la réforme de l'État qui est allé chercher son inspiration au Canada, où le nombre des fonctionnaires a été réduit de 20 % afin de mettre le budget en excédent. Sans fixer d'objectifs chiffrés, Henri Plagnol voudrait installer le gouvernement « en ligne » (par internet), et former les fonctionnaires au « management » de la « clientèle », avec « codétermination des objectifs » et « évaluation » des résultats. En clair, cela signifie la réduction des effectifs et la soumission de l'administration publique à la dogmatique du secteur privé.

On attend du Premier ministre la mise au pas de ces boute-feux.

ÉTATS-UNIS

La voie du déclin

Brésil

**Que fera
Lula ?**

p. 5

Idées

**René
Girard**

p. 9

La Polynésie... française : jusqu'à quand ?

Par des déclarations inconsidérées, le Président de la République a apporté de l'eau au moulin des partisans de l'indépendance du Territoire.

Jacques Chirac a déclaré que la France avait une dette à l'égard de la Polynésie française. Une dette qui justifie la transformation du Fonds de reconversion de la Polynésie française, instauré en 1996 après la fin des essais nucléaires, en une « dotation globale de développement économique », pérenne, de 150,87 millions d'euros par an, versée directement au budget du Territoire. Sans s'en rendre compte, il vient de donner raison à l'association *Moruroa e tatou* (Mururoa et nous) qui vise à faire reconnaître à la France une dette nucléaire, en vertu de laquelle la France devrait payer.

J. Chirac compromet de la sorte l'avenir de Tahiti au sein de la République. Il lève le voile sur un moment de l'histoire coloniale française, que la sortie réussie du nucléaire avait su sublimer. Plus grave, il livre des arguments inattendus aux élus de Polynésie et ouvre la voie à toutes les formes de surenchère *maohi*.

Aux yeux du président-sénateur de la Polynésie française, Gaston Flosse, la révision constitutionnelle annoncée ne peut être que plus « favorable » à la Polynésie que ne l'était le projet de statut de Pays d'Outre-mer (POM) du gouvernement de Lionel Jospin. Comment Jacques Chirac pourrait-il lui refuser un nouveau statut, après qu'il eut offert au président de la République les deux premiers députés UMP de la nouvelle législature, qu'il a fait élire dès le premier tour de scrutin avec 60 % des voix ?

Citoyenneté polynésienne, lois de pays, « discrimination positive » en matière d'emploi ou d'acquisition foncière, les revendications de Gaston Flosse vont maintenant jusqu'au partage de souveraineté entre l'État et le Territoire sur les matières dites régaliennes. Déjà sa garde rapprochée, le Groupement d'Intervention de Polynésie, fait de facto office de police municipale et assure ainsi le gardiennage des principales places de Papeete. En outre, Gaston Flosse se targue

d'entretenir des relations quasi-diplomatiques avec ses voisins du Pacifique. Lors de sa tournée en Chine du 5 au 15 octobre, un de ses ministres a ainsi appelé à un partage des compétences en matière d'octroi de visas.

Pour ne pas faire perdre la face à Gaston Flosse, quelle réponse lui apporter ? La question de la souveraineté française sur Tahiti est à nouveau posée. Sous peu, quand il se sera retiré des affaires, la question de l'indépendance de la Polynésie française ne sera plus que la seule issue possible au yeux d'une classe politique éclatée.

L'indépendance, pourquoi pas ? Un certain nombre de facteurs traduisent l'inefficacité de cette voie. Par exemple en terme de gestion des deniers publics. G. Flosse balaie d'un revers de la main les surcoûts engendrés par l'arrêt catastrophique de la construction du nouvel hôpital territorial ou encore ceux du percement du tunnel de la Bounty. Les chantiers publics

n'ont jamais été aussi nombreux : des ponts, des tunnels, un hôpital, une ville nouvelle, des autoroutes, cent thoniers, quatre nouveaux hôtels de luxe, une compagnie aérienne... Rien n'est trop beau pour les yeux de la belle Tahitienne, qui « coûte » chaque année pas moins de 1 milliard d'euros à la métropole. Soit 4 000 euros net par an et par habitant. Un record pour la République et une manne qui contribue à élever le pouvoir d'achat des Polynésiens au septuple de ses voisins micro-insulaires.

Pointe avancée de la France dans le Pacifique, Tahiti est malade de son instabilité institutionnelle. Depuis l'échec nationaliste de l'après-guerre, les statuts successifs d'autonomie de 1957, 1977, 1984, 1996, et bientôt 2003, qui n'ont cessé de transférer toujours plus de compétence de l'État vers le Territoire, n'ont pas été accompagnés d'une formation des élites à la décision politique.

Du côté des Polynésiens, on appelle cela « traire la vache ». Cet argent ferait aussi bien une belle dot. Or a-t-on déjà vu une mariée continuer de bénéficier des largesses de son père ? Tahiti n'est pas viable économiquement.

Il ne faudrait pas que la Polynésie française suive la voie de l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, dont les habitants, après l'indépendance, n'ont cessé de voir leur pouvoir d'achat baisser. On y annonce maintenant la guerre civile...

Jean CARALL

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
 B-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BRITANNIC RENOUVÉ

SOMMAIRE : p.2 : Polynésie française - p.3 : Marche à la Maison Blanche - p.4 : L'inquiétude demeure - p.5 : La spécificité brésilienne - p.6/7 : Le déclin américain - p.8 : Diafoirus maître d'école - p.9 : René Girard, le courage du réel - p.10 : L'Histoire oubliée - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Promotion de la terre.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : 01.42.97.42.57
 Télécopie : 01.42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Marche à la Maison Blanche

Ils étaient venus très nombreux ce samedi rejoindre la Marche à la Maison Blanche pour protester contre la politique irakienne de l'administration Bush. Arrivés de tous les coins des États-Unis, ils avaient été déversés au petit matin par cars entiers sur l'avenue de la Constitution, tandis que sur la côte est une autre manifestation se déroulait à San Francisco. Notre collaborateur était sur place.

Washington, DC, 26 octobre 2002. Marchant dans les allées encore humides d'un petit brouillard qui se levait doucement, ils s'étaient dégoûdés les jambes malmenées par une nuit entière de route. Ils avaient erré entre les stands des militants de divers partis révolutionnaires, arrivés là bien avant eux et prêts à leur vendre le Manifeste du parti communiste, comme si la chute du monde communiste n'avait pas eu lieu à Moscou onze ans auparavant en août 1991. Et anxieux de voir la manifestation prendre un autre tour, ils virent avec soulagement leurs rangs grossir à mesure que la matinée avançait.

Non, cette manifestation ne fut pas la seule protestation des partis d'extrême gauche, ou des partis pro-palestiniens, elle fut la protestation énergique de toute une Amérique consciente qui rejette l'idée d'une guerre non-provoquée. « Arrêtons la guerre de Bush contre l'Irak ! », « Pas de sang pour le pétrole ! », « Le peu-

ple veut un référendum ! », « Votez contre la guerre ! », « Le peuple uni ne sera jamais vaincu », « Nous savons que le peuple américain n'est pas le gouvernement ! », « Pas de guerre en notre nom ! ». Le soleil se levait, le nombre des pancartes augmentait, toutes plus éloquentes les unes que les autres. Ça et là, en attendant le meeting de 11 h 30, les nouveaux arrivés s'égaillaient sur l'herbe de ce haut lieu de rendez-vous de la Démocratie américaine. Et mettant à profit ces quelques moments de répit avant le grand rassemblement, chacun alla se recueillir au gré de ses convictions et pour la plupart successivement sur les trois hauts lieux de pèlerinage de cet endroit : le monument à Lincoln, d'où Martin Luther King parla en 1967, le monument aux morts de la guerre du Viêt nam et le monument de la guerre de Corée. Venus reconnaître les noms d'un parent, d'un ami sur le mur de la guerre du Viêt nam, - un immense arc de cercle en marbre noir très sobre et très laconique, - certains avaient l'impression d'un *remake* : « J'ai l'impression de refaire ce que j'ai fait pour la guerre du Viêt nam, mais cette fois, j'essaie de l'arrêter avant qu'elle ne commence ».

Vers midi, alors que le meeting avait déjà commencé : une immense pelouse noire de

monde hérissée d'une forêt de pancartes que survolait et scrutait l'hélicoptère des services de sécurité, - on annonçait que l'on attendait encore des cars en provenance de New York. Les discours avaient commencé, plusieurs orateurs prirent la parole et parmi eux non des moindres : l'ancien avocat général Ramsey Clark, Jesse Jackson, et l'actrice Susan Sarandon réclamant de l'argent pour l'éducation, la santé, pour la recherche des énergies alternatives, pour lutter contre le chômage. Un orateur, parlant de l'hypocrisie du gouvernement alla même jusqu'à reprendre la fameuse phrase de Jefferson : « Je tremble pour ma nation, quand je pense que Dieu existe ».

Vers 1 h 30 on annonçait que la manifestation comptait plus de 100 000 personnes. Et vers 2 h au son des tambours et des slogans criés à tue-tête, les manifestants vinrent se ranger côte à côte piétinant sur place en attendant que les rangs s'ébranlent. La foule descendit l'avenue de la Constitution, fit un large tour autour de la Maison Blanche pour venir s'arrêter devant le Palais présidentiel : mais le Président Bush et son épouse étaient absents ce samedi là.

Curieusement, le service de police était réduit au minimum. Un officier de po-

lice reconnu qu'il y avait plus de monde qu'il n'aurait cru. Mais que tout semblait se dérouler d'une manière pacifique. Les gens après tout ne faisaient qu'exercer un droit fondamental. Certes, la police montée était là, retenant ses chevaux qui piaffaient, prête à intervenir, mais celle-ci s'était dressée, tel un mur pour protéger la manifestation d'une contre manifestation d'activistes irakiens en faveur de la guerre. Ceux-ci n'étaient pas très nombreux, mais très bruyants : quelques turbans de mollahs et un enfant qui criaient aux manifestants de rentrer chez eux, qu'ils étaient des naïfs, et leur rappelaient au cas où ils l'auraient oublié que Saddam Hussein n'avait rien à voir avec la paix.

Vers 17 h la manifestation commença à se disperser. Jeunes et moins jeunes et quelque fois très âgés, venus même en voiture roulante regagnèrent leurs cars. Ça et là on rangeait les pancartes, un Bush en pantin désarticulé se dandinait au bout d'une perche, et tandis que les plus jeunes se reposaient sur les trottoirs des séances de *happening* dont ils avaient ponctué la manifestation en mimant la guerre, les gens d'âge mur à la barbe grisonnante rentraient chez eux tenant encore bien haut leur placard : « War is not a solution ».

George ASCH

Pour vous informer :

Sites à consulter
www.VoteNoWar.org

Une grande manifestation « Grassroots Peace Congress » aura lieu à Washington, DC les 18-19 janvier 2003, jour anniversaire où Dr Martin Luther King a condamné en 1967 la guerre des États Unis contre le Vietnam.

Autres sites :

www.unitedforpeace.org

peace@globalexchange.org

peacejustice11@hotmail.com

Faites connaître
 Royaliste :

abonnez vos amis !

3 mois d'essai = 3,80 €

L'inquiétude demeure

Il est toujours agréable de voir confirmées les analyses que nous avons faites dans *Royaliste*, même si, en l'occurrence, nous aurions préféré ne pas avoir eu raison...

Royaliste n° 790 du 18 mars 2002 exposait les craintes que suscitait l'apparent consensus des deux principaux candidats (1) à l'élection présidentielle concernant le financement des retraites. La panacée était le placement à long terme en actions car, vérité gravée dans le marbre, il nous fallait admettre que « les détenteurs d'actions s'enrichissent... sur longue période » (2).

L'article de *Investir* démontrait que depuis 1913, les performances comparées des obligations, de l'or et des actions donnaient largement vainqueur le placement en actions. Ainsi, le pouvoir d'achat du capital investi en actions à fin 1913 a été multiplié par 31 à la fin 2000. Le graphique montrait que le décrochement des performances « actions » par rapport à l'or se situe en 1982. En fait la performance s'est jouée, non pas entre 1913 et 2000 mais entre 1982 et 2000, ce qui limite la perception de la longue période avec, notamment, la montée en puissance de 1990 à 2000 de l'assurance-vie.

Tout repose en fait sur la perception qu'ont les investisseurs de la valeur de leurs placements, et donc de la valeur des entreprises cotées dont ils achètent et vendent les titres. Les indices boursiers sont calculés en effet sur la base des capitalisations (3) des principales entreprises cotées. La valorisation d'une entreprise peut s'exprimer par le PER (4). En 1979, le PER de l'exercice en cours des 500

sociétés composant l'indice Standard & Poor's 500 s'élevait à 7 (5). Cela signifie que les investisseurs estimaient qu'une entreprise réalisant 10 dollars de bénéfice après impôts valait 70 dollars. En 1982, le PER était inférieur à 5. La même entreprise ne valait donc plus que 50 dollars. L'indice est monté à près de 26 lors de la bulle Internet début 2000 ; ce qui signifiait que la même entreprise, gagnant toujours 10 dollars valait 260 dollars. Le 31 mai 2002 il était tombé à 19,1. Il est compris entre 15 et 16 actuellement. La valeur de « notre » entreprise s'est donc dépréciée de 100 dollars, soit de 38 % en quelques mois.

L'effondrement des Bourses occidentales nous le démontre au quotidien.

La différence sensible par rapport à février 2002 réside dans la remise en question de cette idéologie haussière. La Bourse est un marché d'échange arbitrant l'offre et la demande. La Bourse a pour vocation le financement des entreprises de croissance. La parenthèse actuelle ne remet pas en cause ni les fondements économiques, ni la finalité de la Bourse dans le financement de la croissance de nos économies. En revanche, de nombreux analystes constatent qu'il est dangereux de faire jouer à la Bourse ce qu'elle ne peut pas jouer : à savoir le financement social, ou exprimé autrement, le financement à terme lointain des retraites.

Il est ainsi dangereux de fonder une politique sociale sur l'espérance - désavouée -

d'une croissance à l'infini des cours de Bourse. Tous les investisseurs en Bourse connaissent ce proverbe frappé au coin du bon sens : « les peupliers ne montent pas jusqu'au ciel ».

L'article de *Royaliste* analysait le risque même que ne pouvaient pas supporter les fonds de pension ; à savoir l'assurance d'un niveau de retraites fixe pour leurs cotisants. Hors les risques de fraudes, de mortalité des entreprises, des mouvements de respiration de la Bourse, l'implosion démographique constitue actuellement le sujet majeur d'inquiétude des gestionnaires de fonds de pension.

« Cette machine infernale fonctionne uniquement en cas de hausse des marchés » (6). Aussi, « lorsque le nombre de retraités va s'accroître par rapport au nombre de cotisants, les fonds de pension basculent leur portefeuille d'actions, vers des obligations de maturité de plus en plus courte » (7) afin d'améliorer la liquidité de leurs placements. Les retraités sont en effet payés non pas en titres, mais en monnaie sonnante et trébuchante. Exprimé autrement, les fonds de pension sont contraints de rendre plus liquides leurs placements du fait de la diminution du nombre de cotisants. Cela devrait se produire en Europe (Royaume Uni, Suède, Pays Bas) en 2005-2006 et un peu plus tard aux États-Unis (2007-2008) (8). Cette analyse confirme celle de l'article de *Royaliste* précité. Un afflux massif et sur longue période

de titres sur le marché déséquilibrera de manière structurelle l'offre et donc le prix des titres. Les acheteurs et non plus les vendeurs feront le marché, fixeront le prix. Le retour à un PER de 7 voire inférieur n'est donc pas à exclure, signifiant un retour de valorisation à celui de la fin des années 1960, début des années 1970. Nous assistons alors, impuissants, au retour à la case départ du « mythe de l'enrichissement des épargnants sur longue période ».

Ce que nous craignons n'est pas la fin de la Bourse car la Bourse mesure la création de richesses des entreprises. Ainsi les arbres ne vont pas sous-terre. Ce que nous écrivons, c'est qu'une tranche d'âge des retraités ayant pensé prendre leur retraite, se verrait contrainte de poursuivre voire reprendre une activité pour maintenir le niveau de vie auquel elle avait cru pendant toutes les années de cotisations / placements.

Nous sommes-nous pour autant dépris de la démarche de William D. Crist, président de Calpers, plus imposant fonds de pension au monde avec 136 milliards de dollars d'actifs, qui milite pour la création de fonds de pension à la française en vue de prendre la relève des cotisants fonctionnaires californiens ? A entendre Jean-Pierre Raffarin, le pire est toujours à craindre : « l'introduction des fonds de pension dans le cadre de la réforme des retraites est une idée pertinente, mais ne doit pas être considérée comme une priorité. » (9)

Pourtant, l'actualité nous donne raison : « les retraites, nouveau casse-tête pour Wall Street » (10), « la chute des marchés écrase l'épargne des retraités » ce qui fait que les « seniors remplissent et grippent le marché de l'emploi » (augmentation des durées de travail). Ne pouvant assurer le niveau des retraites, quand celles-ci n'ont pas purement et simplement disparu (cf. les salariés-cotisants de Enron). Les fonds de pension nord-américains contraignent à la fois leurs entreprises à cotiser plus (11), au détriment de leurs investissements, et leurs cotisants à retravailler. Elles deviennent en outre invendables du fait des passifs sociaux trop lourds.

L'institutionnalisation des fonds de pension ne résoudra pas les questions liées au financement des retraites d'une population occidentale vieillissante. Le débat doit s'ouvrir sur d'autres idées comme celles prônées par la Commission sociale de l'épiscopat qui plaide pour le maintien du régime par répartition, un allongement progressif et souple de l'activité et l'égalité entre salariés du public et du privé (12).

Cela nécessite du courage politique. Nous ne sommes donc pas rassurés.

Jean LATOUR

(1) « Les deux candidats Jospin et Chirac marquent (...) l'essentiel de leur différence sur la question du « troisième étage » du système des retraites. Pour Lionel Jospin, celui-ci doit être un système d'épargne salariale collective sous le contrôle des syndicats. Pour Jacques Chirac, il s'agit de créer des fonds de pension à la française. Ce qui est au demeurant, assez flou » comme l'indiquait le quotidien *La Tribune* (Groupe Bernard Arnault) du mardi 5 mars 2002.

(2) Titre d'un article de l'hebdomadaire financier *Investir* n°1465 du lundi 18 février 2002.

(3) Pour simplifier, Capitalisation = nombre de titres composant le capital social de l'entreprise x cours de l'action.

(4) PER = Capitalisation / bénéfice net. Ainsi le PER de l'année 2002 d'une entreprise est égal à sa capitalisation au jour du calcul que divise le bénéfice net prévu pour l'exercice 2002.

(5) *La Tribune* du lundi 17 juin 2002.

(6) Christian Cambier, président de la société de gestion Prigest, questionné par *La Tribune* du vendredi 11 octobre 2002.

(7) Patrick Artus, directeur des études et de la recherche de CDC Ixis, *Option Finance* n° 706 du 7 octobre 2002.

(8) *ibid.*

(9) *La Tribune*, mardi 29 octobre 2002. Le Medef, « pur et dur » militant pour l'institutionnalisation des fonds de pension n'a pas déposé ses armes.

(10) Titres des articles développés dans *La Tribune* du mardi 29 octobre 2002.

(11) « Après Enron (...) il semble qu'il y ait une nouvelle bombe à retardement dans le système [des fonds de pension nord-américains]. Et qui ne demande qu'à exploser », *ibid.*

(12) *La Croix*, mercredi 27 février 2002.

La spécificité brésilienne

L'élection de Lula est le signe que lui-même a changé et que le Brésil aussi a changé, mais non nécessairement qu'il va changer la vie au Brésil. Ce qui va changer, en revanche, ce sont les relations avec les États-Unis.

Comme Mitterrand, Lula est élu à sa quatrième tentative. L'alternance révèle la maturité de la démocratie brésilienne.

Mais Lula n'a pas été élu cette fois parce qu'une majorité de Brésiliens ont soudainement basculé à gauche. Il a gagné parce qu'il a imposé au sein du Parti des Travailleurs une ligne « centriste » suffisamment crédible pour rallier une partie de la bourgeoisie. La onzième économie du monde demeure une société du tiers-monde, partagée entre ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien. Mais ces derniers n'ont pas la capacité de gagner démocratiquement la majorité à eux seuls et la voie révolutionnaire est impossible. Donc il faut nouer des alliances, ce qu'a compris Lula. Son prédécesseur, Cardoso, était l'enfant chéri des partisans de la troisième voie, de Blair et Clinton. Il passait, lui, pour un social-démocrate. Lula est autre chose. Il n'est même pas socialiste. Il n'est pas plus communiste ou trotskiste, même si ces tendances coexistent au sein de son mouvement. Lula est « luliste ». Il a compris qu'il ne pouvait vaincre qu'en se rattachant aux traditions de la vie politique de son pays.

C'est ainsi que naturellement il se drape dans le drapeau et retrouve des accents nationalistes. Il ne compte pas faire la guerre aux entrepreneurs brésiliens, peut-être même pas aux banquiers. Il

évitera autant que faire se peut de se mettre à dos le FMI et Wall Street. Contrairement à l'Argentine, il le peut parce que le real n'est pas lié au dollar.

Mais aussi, contrairement à Chavez et à son boliviarisme, Lula, même ami de Castro, n'a aucune prétention à sa succession. Le Brésil n'a nul besoin de porter la révolution ailleurs. Le Brésil revendique pleinement sa lusophonie. Il n'est pas là pour faire école en Amérique espagnole. On commettrait une erreur à le rapprocher des phénomènes militaro-populistes que Chavez incarne pour le Venezuela et d'autres en Équateur ou en Bolivie, si non même en Colombie, avec dans ces pays toujours un facteur ethnique indien. Autre erreur que d'assimiler son destin à celui de l'Argentine qui ne dispose d'aucune des ressources du Brésil. Le cas du Brésil est unique sur le continent.

Par contre, dans la mesure où il est le Brésil, il n'a pas besoin des États-Unis. Il suit sa propre voie. Il est particulièrement intéressant de relever qu'il revient au Brésil à partir de novembre de coprésider avec les États-Unis l'étape dite finale de la négociation de la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), prolongement pour Washington de l'ALENA qui lie les États-Unis, le Canada et le Mexique (et en pointillé le Chili). Ce sera certainement le terrain de bataille préféré de Lula, plus familier, même s'il les a vécus comme métallo et syndicaliste, des intérêts in-

dustrialistes que des techniques fiduciaires qu'il laissera à la Banque Centrale. Tout sera fait pour ne pas rompre avec la finance internationale sur la dette, mais aussi il fera tout pour développer les capacités productives du pays, pour éviter ce qu'il a qualifié d'« annexion », car il n'y a pas d'autre voie pour repayer ladite dette. Les gnomes de Bretton Woods lui feront peut-être miroiter de nouveaux crédits en échange de concessions douanières. C'est une recette suicidaire. On ne peut pas à la fois acquitter la dette et brader l'économie. Lula sait qu'il doit développer la seconde pour éteindre la première.

Il reviendra aux marchés d'arbitrer entre l'un et l'autre. Ils n'obéiront pas nécessairement à la politique commerciale des États-Unis, si cela doit compromettre l'équilibre financier des banques. En épousant la logique capitaliste, Lula a gagné la présidence du Brésil. Rien ne dit qu'il ne gagnera pas non plus son pari économique et social. S'il le perdait, les conséquences seraient sans commune mesure avec l'Argentine. Le grand enseignement du succès électoral de Lula est qu'il n'y a plus d'alternative au changement. Un pays qui change est momentanément plus fragile mais durablement plus stable. Plus le Brésil change, plus il se stabilise, plus il se crédibilise. Rien ne serait pire que le statu quo ou la prolongation de l'existant. Une large majorité de Brésiliens a pris le risque. On attend de la Maison Blanche et de Wall Street qu'ils respectent la démocratie quand, par miracle, il en est une qui ne leur doit rien, sinon des intérêts.

Yves LA MARCK

Après avoir prévu la « décomposition de la sphère soviétique » dès 1976, Emmanuel Todd a-t-il raison

d'annoncer la décomposition du système américain ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais notre invité a le mérite d'arracher la réflexion sur les États-Unis à la sempiternelle polémique entre les américanophiles et les américanophobes. Appuyée sur de solides analyses démographiques, économiques et politiques, l'hypothèse d'un déclin américain doit être examinée attentivement au moment où la Maison Blanche s'efforce de démontrer sa toute-puissance.

■ **Royaliste :** Le débat fait rage entre les américanophiles et les anti-américains. Comment vous situez-vous ?

Emmanuel Todd : D'une tout autre manière. Avant d'être pour ou contre, il faut connaître la réalité sur laquelle on se dispute. Depuis longtemps, j'avais le sentiment qu'on se trompait dans l'analyse du comportement américain et j'ai commencé à travailler au moment où on interprétait le comportement agressif des États-Unis en termes de puissance américaine : après l'effondrement de l'Union soviétique et en raison de la division des pays européens, disait-on, les Américains sont dans un monde où ils peuvent faire ce qu'ils veulent.

Dans *L'Illusion économique*, j'avais déjà émis des doutes sur la réalité du dynamisme américain et j'avais deux hypothèses : celle d'un développement économique modéré, celle d'une véritable régression.

Un certain nombre d'indicateurs me font maintenant choisir le deuxième scénario, l'affaire Enron ayant confirmé mes impressions sur le caractère fictif de l'économie américaine.

■ **Royaliste :** Voilà qui semble vous placer dans le camp des anti-américains...

Emmanuel Todd : Je m'efforce de montrer que l'activisme frénétique des États-Unis est à interpréter comme le soubresaut d'un système

impérial qui est en train de s'écrouler. Mais cela ne me rapproche pas des « anti-américains structurels » : ceux qui, depuis 1945, pensent que les États-Unis représentent le Mal pour l'éternité des temps. Ce préjugé empêche de penser les changements et les basculements historiques puisqu'on raisonne toujours sur la même ligne, selon la même pente. Il est d'ailleurs frappant de constater que les anti-américains et les américanophiles tiennent la puissance américaine pour un fait établi. Selon moi, tel n'est pas le cas.

■ **Royaliste :** Quelles sont vos raisons ?

Emmanuel Todd : Comme je n'adhère pas au préjugé anti-américain, je peux poser en première analyse un système américain très dynamique entre 1945 et 1995 et tout à fait préférable à l'empire soviétique. Plus généralement, on peut dire qu'au XX^e siècle le rapport de l'Amérique au monde est positif dans la mesure où les États-Unis développent une formidable puissance et forment un État-continent qui n'a pas besoin du monde. Au contraire, en Europe, nous nous sommes débattus dans des difficultés dramatiques et par deux fois nous avons demandé à l'Amérique de venir nous aider. On se souvient que le gouvernement américain est venu à notre secours sans enthousiasme - mais il l'a fait...

Depuis une décennie, nous assistons au renversement du

rapport de l'Amérique au monde, suite à l'effondrement du système soviétique, tandis que l'Eurasie est en train de trouver son équilibre par elle-même. On pouvait donc imaginer que l'Amérique se retirerait sur son continent, réduirait ses armements et s'occuperait paisiblement à ses affaires. De fait, l'Amérique a joué le jeu du retrait impérial entre 1990 et 1996 : pendant cette période, les effectifs de l'armée américaine ont fortement baissé - de 2,1 à 1,4 millions d'hommes - et les dépenses budgétaires ont été réduites de 35 %.

C'est pendant cette même période, où l'on croit à la paix et où le monde apprend à se passer de l'Amérique, que les dirigeants américains découvrent qu'ils ne peuvent plus se passer du monde.

■ **Royaliste :** Comment s'en aperçoivent-ils ?

Emmanuel Todd : Cette prise de conscience est le résultat d'un mouvement économique de longue durée car le déficit commercial américain est un problème ancien : entre 1993 et 1998, ce déficit est passé de 100 à 450 milliards de dollars. Il est principalement le résultat d'un déficit des échanges industriels - qui existe avec l'ensemble des partenaires commerciaux des États-Unis, y compris l'Ukraine. En d'autres termes, une bonne partie de l'approvisionnement américain provient du reste de la planète. Il faut en outre souligner que le déficit industriel a d'abord porté sur des biens

de moyenne technologie (les automobiles) mais porte de plus en plus sur des biens de haute technologie alors qu'on continue de se féliciter du dynamisme de l'économie américaine. C'était la même chose pour les échanges extérieurs soviétiques voici un quart de siècle : cette indication, qui révélait une situation désastreuse, m'avait permis d'annoncer la chute de cet empire alors que les chiffres du produit intérieur brut soviétique demeuraient positifs.

■ **Royaliste :** On peut soutenir que les États-Unis sont devenus des prédateurs, qui ont besoin du reste du monde pour continuer à vivre sans que ce phénomène, propre à tout empire, soit le signe d'une crise mortelle...

Emmanuel Todd : L'analyse que vous évoquez est très largement partagée. Mais, selon moi, le système américain présente trois fragilités :

La première déficience, c'est la façon très particulière dont est prélevé le « tribut impérial ». Les Romains utilisaient la force militaire. La manière dont les États-Unis financent leurs importations n'a rien d'autoritaire : c'est librement que le capital vient se placer sur les marchés financiers américains. On ne peut donc pas parler, au sens strict de tribut et de prédation. C'est la globalisation économique (le libre échange, la mise en concurrence généralisée) qui a donné aux États-Unis leur

pouvoir d'attraction. En effet, le libre échange a pour premier effet de déprimer la demande mondiale, la concurrence entraînant une pression à la baisse des salaires. Ce déficit de la demande réduit la consommation des populations, à l'exception de la population américaine dont le taux d'épargne est tombé à zéro. La population américaine consomme plus qu'elle produit, les autres peuples produisent plus qu'ils ne consomment, ce qui fait que la population américaine joue, à la place de l'État, le rôle de régulateur de l'économie mondiale.

■ **Royaliste :** Comment consommer massivement sans beaucoup produire ?

Emmanuel Todd : A cause d'un des effets majeurs de la globalisation : l'augmentation des inégalités. Partout, les profits augmentent et les groupes de profiteurs (les riches « normaux » d'Europe et du Japon, certains États comme l'Arabie saoudite, les milieux du crime organisé etc.) envoient leur argent là où les placements sont les plus sûrs mais pas nécessairement les plus rentables : jusqu'à ces derniers temps, l'argent allait aux États-Unis parce que le dollar était la plus forte monnaie du monde, parce que l'armée américaine paraissait la plus puissante du monde, parce que l'économie américaine était encore récemment le lieu le plus sûr du monde - mais pas le plus profitable.

L'argent venu de l'étranger permettait de financer le crédit à la consommation de l'ensemble des ménages américains : cela explique qu'il y ait eu un arrêt dans la croissance des inégalités aux États-Unis, l'ensemble de la population étant en quelque sorte nourrie par l'argent apporté par les riches de la planète. Cette situation est inédite, mais elle est très fragile. Il est en effet probable que les riches qui ont placé leur argent aux États-Unis seront un jour plumés - sans doute à la suite d'un effondrement du dollar. L'Amérique ne peut donc se présenter comme l'État garant des richesses du monde, puisque nous savons déjà que les riches étrangers ne sont pas les bénéficiaires ultimes du système qui profite avant tout à la population américaine.

■ **Royaliste :** Quels sont les deux autres éléments de fragilité ?

Emmanuel Todd : On exagère beaucoup la puissance américaine dans le monde. On dit que les États-Unis représentent 30 % des dépenses militaires de la planète mais on oublie que dans cette somme colossale il y a la paie des soldats américains. Le système militaire impressionne, mais sa capacité d'intervention est limitée : la marine n'a plus que 11 porte-avions (14 il y a quelques années) et surtout, les interventions extérieures dépendent de bases terrestres qui sont très vulnérables et peuvent être supprimées en

cas de changement politique dans le pays où elles sont installées. Comme les militaires américains ne veulent plus risquer leur vie, ils procèdent par bombardements massifs et n'interviennent au sol que lorsqu'il y a des troupes de mercenaires pour les protéger : les militants de l'UCK au Kosovo, les Tadjiks en Afghanistan. La force militaire, qui est un des éléments majeurs de la puissance d'un empire, est donc largement défaillante.

Le troisième élément de fragilité, c'est la faillite de l'universalisme américain, l'incapacité à traiter tous les peuples en égaux. L'expansion romaine s'est faite par la force, mais Rome avait fini par reconnaître tous les hommes libres de l'empire comme citoyens romains.

■ **Royaliste :** D'où vient cette carence des États-Unis ?

Emmanuel Todd : C'est un héritage de l'Angleterre. Les Anglais sont d'abord Anglais, avant de se concevoir comme membre d'une même humanité. Les Français, comme les Russes, regardent le monde comme habité de peuples égaux, parmi lesquels ils se situent. Par tradition anthropologique, les Allemands et les Japonais conçoivent le monde de manière hiérarchisée. L'attitude anglo-saxonne est très floue : entre les anglo-saxons et les autres peuples il y a une frontière, mais celle-ci est mouvante. D'où l'ambiguïté

des États-Unis, que l'on peut décrire comme une société née de l'immigration mais tout aussi bien comme le pays qui pratique la ségrégation raciale la plus déterminée. Chez les Américains l'attitude assimilationniste et l'attitude ségrégationniste sont nouées : poser la différence raciale des Indiens et des Noirs permet de dire que les Européens immigrés sont identiques aux Américains blancs - en oubliant que les Européens blancs sont très différents les uns des autres. La tendance unilatéraliste des Américains résulte de cette incapacité à voir le monde de manière égalitaire. Cette tendance vaut aussi pour les États-Unis : dans les deux dernières années, le taux de mortalité infantile a augmenté chez les Noirs américains et ce fait souligne l'échec des tentatives de déségrégation : on observe aussi une baisse du taux de mariages mixtes pour les hispanophones. Ces deux phénomènes marquent le recul de l'universalisme, qui se manifeste aussi par le mépris des Américains pour les alliés.

Or la puissance américaine est maintenant fonction du crédit que les Européens et les Japonais continueront à accorder aux États-Unis.

Propos recueillis par B. La Richardais

Emmanuel Todd - « Après l'empire, essai sur la décomposition du système américain ». Gallimard, prix franco : 19 €.



EMMANUEL TODD

Le déclin américain

Diafoirus maître d'école

Même si l'on est pas d'accord avec les présupposés idéologiques et certains partis pris du *Monde diplomatique*, la lecture mensuelle de cette machine de guerre anti-libérale, forte de ses 21 éditions en langues étrangères, est presque toujours nécessaire.

Plusieurs articles de la livraison de novembre méritent d'être signalés :

Celui du professeur René Passet, qui explique que le krach boursier n'est que le symptôme d'une crise qui frappe l'ensemble du système ultra-libéral.

Celui de Jacques-Arnault Dérens, fin connaisseur des Balkans, qui a enquêté sur les « corridors de développement » créés par l'Union européenne - notamment celui qui traverse la Bosnie-Herzégovine, dramatiquement marquée par la misère et touchée par le désespoir.

Celui de Jean-Loup Herbert qui expose le « statut pionnier » que l'islam a acquis en Espagne par la volonté expresse du pouvoir politique - alors que le passé historique (la Reconquista, l'expulsion des juifs et des musulmans en 1492) marque profondément les mémoires. Or c'est Juan Carlos qui avait fait ouvrir une première synagogue à Madrid et c'est la monarchie catholique qui préside à la renaissance d'Al-andalus, la loi de 1980 sur la liberté religieuse reconnaissant les communautés juive et protestante ainsi que « la religion musulmane, de tradition séculaire et d'importance significative dans la formation de l'identité espagnole ». Un exemple à méditer !

Jacques BLANGY

Le Monde diplomatique, n° 584,
novembre 2002. 3,80 €

Il s'agit de dire que les Français ont voulu mettre l'enfant « au centre du système éducatif » conçu comme « lieu de vie ». Ils ont oublié qu'un élève va à l'école pour apprendre, ce qui suppose des efforts et un minimum de discipline. En France comme aux États-Unis, le bilan du pédagogisme libéral-libertaire est désastreux.

Parents, élèves de toutes classes, professeurs de toutes disciplines nous sommes nombreux, très nombreux à nous sentir perdus quand on nous parle de l'éducation nationale. Il y a d'un côté le discours des ministres (la « réforme »), la protestation des syndicats d'enseignants (le « manque de moyens ») et le jargon des pédagogues qui glosent sur « l'apprenant ». Il y a par ailleurs les pratiques variées des professeurs (les anciens, les modernes, l'immense armée des démobilisés) et les comportements violents de certains élèves qui alimentent la chronique médiatique.

Vu de loin, l'ensemble constitue une sorte de jungle pleine de bruits et de cris, une anarchie dont le Ministre, qui ne fait que passer, feint d'être l'organisateur. On renoncerait définitivement à comprendre et on perdrait l'espoir d'une nouvelle politique de l'enseignement s'il n'y avait le livre salutaire d'Elizabeth Altschull. (1)

Les bien-pensants ont présenté *L'école des ego* comme un « pamphlet » afin de réduire cette analyse critique à la réaction banale d'une « petite prof » en colère. Or l'expérience de l'auteur est tout à fait singulière : toute jeune, cette Américaine a été envoyée en France par sa mère qui voulait lui éviter de

tomber dans l'idiotie ou la drogue ; naturalisée française, devenue professeur dans un lycée parisien, elle est en mesure de comparer effectivement deux systèmes, deux pédagogies et deux séries de résultats.

Alors que l'enseignement américain est encore présenté comme un modèle par certaines sommités (Claude Allègre) et par les publicitaires (la saine jeunesse blonde et musclée des campus) Elizabeth Altschull confirme la justesse du choix de sa mère : l'enseignement public en France surpasse l'école américaine, à tel point que beaucoup de citoyens des États-Unis envient notre système et voudraient s'en inspirer. L'affolant, c'est que les pédagogues français, tous de gauche, veulent appliquer en France l'idéologie libérale-libertaire *made in USA* et sont en passe d'y parvenir !

Selon une manie déjà repérée chez les économistes ultra-libéraux, nos Diafoirus se sont contentés de reprendre les concepts de leurs homologues d'outre-Atlantique. *Individualized instruction* se traduit par « pédagogie différenciée » et *child-centered schooling* par « mettre l'enfant au centre du système scolaire ». Cela signifie qu'il ne faut plus enseigner une matière mais guider l'enfant sur la voie de l'épanouissement en laissant

chacun, selon sa subjectivité, découvrir par lui-même les éléments qui lui permettront de constituer son propre savoir. Le modèle proposé est de type ultra-individualiste, tourné vers la culture de l'égo, du petit moi désirant, et fondamentalement hostile à l'autorité des enseignants et à un minimum de discipline.

Poussée à son terme, cette idéologie libérale-libertaire est totalement destructrice. Il n'y a plus d'enseignement à proprement parler (c'est toujours une matière qu'on enseigne), ni de classe (chacun agit à sa guise), ni de culture commune car les enfants immigrés ne doivent pas être coupés de leurs racines - plaisante sollicitude qui peut conduire à apprendre l'arabe à des enfants de berbérophones... C'est ainsi que des milliers d'enfants risquent d'être enfermés dans une « différence » qu'ils ne sont pas en mesure de comprendre ni d'apprécier faute d'avoir acquis les connaissances élémentaires. De fait, le différentialisme à l'américaine institue de strictes catégories raciales, l'égo-logie éducative rassemblant toute la population scolaire dans la même nullité.

Contre cette idéologie meurtrière, et secrètement réactionnaire, Elizabeth Altschull veut défendre le service public de l'enseignement, non par égoïsme corporatif, mais par souci de l'intérêt général. Il faut l'y encourager.

Maria DA SILVA

📖 (1) Élisabeth Altschull - « *L'école des ego - Contre les gourous du pédagogiquement correct* », Albin Michel, 2002, prix franco : 14.50 €.

René Girard, le courage du réel

René Girard constitue dans notre univers culturel, une exception rare ou plutôt une exception absolue. C'est sans doute la raison pour laquelle l'époque a autant de difficulté pour l'écouter. Je l'observais, un soir du mois dernier, lors d'une émission de télévision, ayant du mal à réfréner la colère qui m'envahissait. Il était évident qu'il était là le seul à pouvoir dire quelque chose qui puisse nous éclairer en faisant sauter la chape de conformisme et de bavardage qui nous aliène. Mais, sans aucune intention maligne d'ailleurs, on lui mesurait chichement la parole, l'enfermement dans une discussion convenue où il ne pouvait faire entendre un point de vue, pour une fois, « vraiment dérangeant ». S'il fallait définir rapidement ce point de vue, on pourrait risquer ceci : l'auteur de *La violence et le sacré* (1972) est le penseur qui est venu tranquillement délégitimer les philosophes qui avaient cru inaugurer la grande rupture de la culture moderne. Ces philosophes du soupçon (selon la formule de Paul Ricœur) en produisant le désenchantement du monde auraient permis notre émancipation des préjugés religieux, nous faisant accéder à la lucidité et à la liberté des modernes.

Contre cette prétention, René Girard s'est dressé, au nom des requêtes du savoir et de l'exigence propre à une anthropologie scientifique qui répond sérieusement à ses propres énigmes. « *Le religieux*, écrivait-il dans *La violence et le sacré*, est d'abord la levée de l'obstacle formidable qu'*oppose la violence à la création de toute société humaine. La pose la violence à la création de toute société humaine ne commence pas avec la peur de « l'es-* » *servant « son maître », mais avec le religieux* » *comme l'avait vu Durkheim.* » Le religieux n'est donc pas cette superstructure transitoire ou cette illusion de la conscience qu'aurait balayée la lucidité moderne, mais le do- maine le plus irréductible de l'homme, celui où il est en rapport avec le défi du mal et de la violence. Il n'est donc pas étonnant qu'au même titre que le religieux, le mal soit de l'impensé de notre temps, comme il l'est, massivement, de la philosophie politique dite classique. Girard n'a cessé de

Depuis trente ans, le penseur René Girard n'a cessé de creuser et de vérifier les analyses qu'une vaste enquête littéraire et ethnologique lui avait permis de formuler. Loin d'être enfermé dans un canton de la culture qu'il aurait privilégié, le penseur n'a cessé de se confronter à l'ensemble des courants intellectuels afin de provoquer les plus nécessaires mises au point. Son ouverture aux systèmes adverses dans une attention soutenue est aussi une caractéristique de sa méthode. Elle ressort particulièrement de son dernier ouvrage paru en français, qui regroupe une série d'études dispersées jusqu'alors. La surdité contemporaine à cette voie singulière apparaît comme un des symptômes essentiels de l'inaptitude de notre temps à se comprendre lui-même et à démêler l'écheveau de ses contradictions.

Idées

Parmi les interlocuteurs naturels de René Girard, on ne s'étonne pas de trouver Claude Lévi-Strauss, en dépit du silence que ce dernier a opposé aux thèses de la théorie mimétique. Mais Girard, en revanche, a toujours tenu à lire avec soin l'œuvre de l'ethnologue, en y retrouvant une réelle consonance avec sa préoccupation et ses recherches. « Lévi-Strauss renonce au rêve et à la poésie en faveur de l'« étude scientifique des mythes ». C'est une supériorité réelle, malheureusement gâchée par une continuation et même un renforcement de certains tabous, traditionnels, et surtout l'exclusion systématique de la violence réelle. » Ce recul devant la violence implique un grand déficit théorique dont est indemne la théorie mimétique qui consiste justement dans l'examen du processus de crise qui débouche sur la résolution victimaire des conflits sociaux. « La théorie mimétique rejette l'impératif de la fiction à tout prix et cherche le réel partout où il pourrait se dissimuler, même dans les accusations mythiques. »

Cependant, ce qui m'a le plus impressionné dans ce dernier livre, ce sont les chapitres qui concernent Nietzsche et aussi Dostoïevski, mettant en évidence la supériorité de ce dernier en ce qui concerne l'élucidation du domaine de la conscience personnelle et des rapports sociaux. Je m'attarderai sur Nietzsche parce que ce penseur d'évidence remarquable n'en constitue pas moins une idole, encensée alternativement par la droite et par la gauche, si bien qu'il est extrêmement rare qu'il soit traité avec la lucidité imputoyable qu'il n'a cessé lui-même de réclamer. On connaît toute sa thématique du ressentiment dont il a fait le dispositif assassin de sa critique du christianisme. Mais il faut Girard pour oser retourner contre l'auteur de *L'antéchrist* ses propres armes. « *Mon but n'est pas de rejeter Nietzsche dans les ténèbres extérieures mais de le lire avec un peu plus de recul et de détachement. Appréhender la circularité de ses meilleures intuitions ne les annule pas mais leur donne une dimension unique qui les rend plus savou-*

L'homme de ressentiment décrit avec tant de pénétration par Nietzsche, ce n'est en somme pas saint Paul, c'est Nietzsche lui-même qui, dans son conflit avec Wagner, révèle « son extraordinaire faiblesse psychique ». Mais au-delà de cette faiblesse, il y a le combat suprême mené pour assurer la revanche de Dionysos sur le Crucifié. Il faut savoir ce que recèle exactement le conflit terminal qui ne se dénoue que dans la folie. Nietzsche a compris que le Crucifié avait détruit l'ancien sacré en révélant la violence de sa nature. En prenant parti pour Dionysos, il prend parti pour cette violence, avec toutes les conséquences qui s'en suivent. Quand l'adversaire du Crucifié parle non pas de la mort de Dieu mais de son *meurtre*, il n'ignore rien, bien au contraire, de la portée du geste décisif : *Comment nous consoler, nous les meurtriers des meurtriers ? Ce que le monde avait de plus sacré et de plus puissant a perdu son sang sous nos couteaux.* » On ne tue pas Dieu impunément, en choisissant le sacré violent auquel le christianisme avait mis fin. Nietzsche dans sa montée aux extrêmes justifie le meurtre, ce meurtre collectif qui est au cœur du processus victimaire. Ainsi prépare-t-il la tragédie moderne, celle des holocaustes justifiés par la nécessité historique. Et si nous n'en sommes plus là, c'est à un nouveau défi que nous prépare, démunis, la haine du Crucifié, celle de la fin de l'homme symbolique, celui que protègent les interdits fondateurs de la Bible... Gare aux conséquences !

📖 René Girard - « *La voix méconnue du réel – Une théorie des mythes archaïques et modernes* », Grasset, prix franco : 20 €.

par Gérard Leclerc



Noir

L'Histoire oublieuse

Barry Gifford est l'un des auteurs de romans noirs contemporains les plus originaux. Il explore et approfondit ce genre jusqu'à ses limites.

Édition française d'un titre paru aux États-Unis en 1988, ce recueil reprend des chroniques ayant pour objet le film noir. Il aurait fort bien pu s'intituler « à la recherche du noir absolu ».

L'auteur promène son lecteur sur un demi-siècle de films, principalement américains. D'une plume intelligente, souvent pertinente, parfois caustique, il en décortique les arcanes et en accouche les thèmes majeurs. La bible du noir y est mise en perspective : soit de l'argent, obsession du sexe, quête du pouvoir ou vertu poussée jusqu'à la folie. Au fil des chroniques, par-delà la spécificité d'un genre, se dessine le portrait d'une Amérique en proie à son négatif, dont la mesure se révèle dans les méandres les plus obscurs de l'âme humaine. Le noir devient symptôme, il reflète et renvoie l'image de la corruption et du mal, atteignant l'universel.

Barry Gifford apparaît comme un cinéophile avisé et passionné. On peut ne pas toujours partager ses engouements ou ses jugements, force est de reconnaître qu'ils sont le fruit d'une ligne directrice pensée. Avec lui, le noir est sacerdoce.

Pour goûter pleinement son recueil mieux vaut être cinéophile tant il renvoie à des émotions, des sensations de spectateur fanatique. A cette réserve près son livre est essentiel.

Bruno DIAZ

Barry Gifford - « *Pendez-moi haut et court et autres chroniques sur le film noir* ». Rivages/cahiers du cinéma, prix franco : 20 €.

L'Histoire a de bien étranges oublis. Seraient-ils le fruit de la négligence ou de l'étourderie ? L'Histoire a de bien étranges certitudes. Seraient-elles toujours scientifiquement fondées ? Marc Ferro lève un coin du voile.

Il est assez rare qu'un historien de renom descende de sa chaire pour remettre en cause quelques-unes des certitudes historiques que les mieux admises de l'Université, ces certitudes répétées à l'infini par la chambre d'écho médiatique au rythme d'un tam-tam assourdissant déserté de toute intelligence. Très souvent, trop souvent, les professeurs les mieux honorés - la pompe en toute circonstance - ne sont que des augustes vaniteux : répéter ce que tout le monde dit est encore le meilleur moyen de satisfaire le plus grand nombre, et rester péremptoire sur ses affirmations les moins fondées vous donne l'aura d'un caractère bien trempé. En bref, soyez creux et borné, et vous passerez pour audacieux et courageux. Au demeurant, il serait injuste de limiter cela aux seuls historiens, la proposition s'étend légitimement aux autres disciplines universitaires, et malheureusement bien au-delà de l'Université. Pensez aux éditorialistes de nos meilleurs journaux ! Dans le genre, c'est un régal...

Pourtant, bien qu'il soit tout ce qu'il y a de plus estampillé universitaire et médiatiquement connu et reconnu (qui n'a vu au moins une fois l'excellente émission *Histoire parallèle* ?), Marc Ferro a osé commettre un ouvrage intitulé *Les Tabous de l'Histoire*. Quoi, l'Histoire ne serait pas cette science limpide où se déploieraient sans contraintes externes les filets de l'intelligence la plus perspicace ? La pêche pourrait rap-

porter de ces bestioles étranges qu'il convient de rejeter au fond des océans pour assurer la pérennité des certitudes les plus certaines ? L'Histoire aurait-elle aussi ces célacanthes, ces poissons que les pêcheurs du canal du Mozambique ne peuvent pas pêcher puisque les paléontologues affirment qu'ils ont disparu depuis des dizaines de milliers d'années ? L'élaboration de la « science historique » passerait-elle par l'occultation des faits qui pourraient déparier les beaux ordonnancements théoriques et ébranler ce savoir établi que partagent tous ceux qui se targuent de penser ? Le questionnement dépasse l'anecdotique. On saura gré à Marc Ferro de s'être engagé sur ce chemin délicat, même si cependant son ouvrage suscite plusieurs réserves.

Le titre d'abord. Les tabous de l'Histoire, ce sont surtout les tabous des historiens, tout ce que les historiens ne veulent pas voir ou ne peuvent pas dire, parce que cela dérange leur confort intellectuel, trouble leur croyance religieuse, interroge leur engagement idéologique. Ce sont bien ces tabous-là que Marc Ferro met en évidence dans sa première partie, ces tabous qui vont de la sexualité de Jeanne d'Arc aux royalistes dans la Résistance. Le texte a un petit côté inventaire à la Prévert, dont on n'est pas sûr qu'il soit volontaire, mais qui en rend la lecture des plus agréables.

On n'en dira malheureusement pas autant de la deuxième partie, consacrée au massacre

des Romanov à Ekaterinbourg. C'est d'autant plus regrettable que le point de vue de Marc Ferro est audacieux et qu'il remet sévèrement en cause les méthodes employées par des historiens prêts à tout pour conforter les thèses officielles. Mais le texte est embrouillé, des oublis le rendent même parfois incohérent, il semble ne pas avoir été relu avec toute l'attention voulue. Dommage, car ces quelques pages semblent n'être que le brouillon de ce qui pourrait être un récit passionnant.

Un brouillon ? Non, plutôt une ébauche. C'est ce que l'on pourrait dire de la troisième partie consacrée au délicat sujet de l'origine des Juifs contemporains. Son titre résume la problématique : *Les Juifs : tous des sémites* ? Tout est dans le point d'interrogation. Prétendre faire le tour de la question en une vingtaine de pages paraît assez hasardeux. On y verra donc l'esquisse de ce qui pourrait être le chapitre fondamental d'une plus vaste histoire des identités.

Quant aux quelques pages consacrées au cinéma de Fassbinder, on osera dire qu'on ne voit pas trop ce qui la rattache aux tabous de l'Histoire.

Cet ouvrage de Marc Ferro, quoiqu'il ait le mérite d'interroger les conditions mêmes de l'élaboration de l'histoire, doit d'abord être lu comme un divertissement intelligent, dont est bannie toute langue de bois. D'une lecture rapide, il sera l'occasion d'un bon moment. Ceux qui ont l'âme de chercheurs y verront le point de départ de nouvelles investigations.

Patrick PIERRAN

Marc Ferro - « *Les Tabous de l'Histoire* », Nil éditions, 2002. 160 p., prix franco : 17 €.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

► Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

► Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

► Vendus aussi par année complète 46 € franco de 1977 à 2001 (sauf 1979).

CHANSONS

Nous disposons encore d'un petit stock de cassettes et de CD de chansons royalistes. Ce stock ne sera pas renouvelé, la maison d'édition n'existant plus. La liste des titres encore disponibles vous sera envoyée sur simple demande en téléphonant au 01.42.97.42.57.

PHOTOS

Des photos de la Famille de France sont disponibles. Sur simple demande de votre part (tél. : 01.42.97.42.57) nous vous enverrons le petit catalogue illustré qui vous permettra de choisir et de les commander.

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 7,65 € (50,18 F).

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

► A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

► La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

► Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

► Mercredi 13 novembre : Longtemps professeur à l'université de Stanford, René GIRARD est un chercheur devenu célèbre voici un quart de siècle par ses premiers travaux sur la violence et le sacré. Aujourd'hui étudiées et discutées dans le monde entier, ses hypothèses ont inspiré maints sociologues et économistes.

Régulièrement commenté dans les colonnes de *Royaliste*, René Girard a souvent compté parmi nos invités. Il a accepté de revenir parmi nous pour présenter un nouvel ouvrage. A partir d'une relecture de philosophes (Nietzsche) et d'écrivains

(Dostoïevski) nous écouterons avec lui « *La voix méconnue du réel* » afin de mieux comprendre les jeux tragiques de la violence et du désir. René Girard réside habituellement aux États-Unis. Que ses amis, ses disciples et ses critiques ne manquent pas l'occasion trop rare de le rencontrer.

► Mercredi 20 novembre : Dans un précédent ouvrage, Gérard Desportes et Laurent Mauduit avaient décrit une « gauche imaginaire », ralliée à l'idéologie du marché mais s'efforçant de sauver les apparences. De fait, l'illusion entretenue pendant cinq ans n'a pas résisté à l'épreuve de l'élection présidentielle. Pourquoi cette écrasante défaite, qui a été précédée par un naufrage de la pensée ? Lionel Jospin en est-il le seul responsable ? Faut-il considérer que la gauche a perdu au printemps dernier des batailles dont elle se remettra, où s'agit-il d'un échec historique ? Faut-il en ce cas dire « *Adieu au socialisme* » ? Ou bien l'idée peut-elle renaître et inspirer de nouvelles générations politiques ? Autant de questions majeures, que Laurent MAUDUIT explicitera et dont nous aurons à débattre avec lui.

► Mercredi 27 novembre : La question irakienne et le conflit israélo-palestinien ont rejeté dans l'ombre les enjeux spécifiques du sommet franco-phonie qui s'est tenu du 18 au 20 octobre à Beyrouth et qui devait être pour l'essentiel consacré au dialogue des cultures. Au Liban, le président de la République française a occupé le devant de la scène mais, depuis dix ans, les gouvernements successifs de la France ont-ils eu et conservent-ils aujourd'hui la volonté de participer activement au développement de la francophonie ? Pour sa part, « *La France a-t-elle encore la politique de sa langue ?* » Ancien Commissaire générale de la langue française sous le premier septennat de François Mitterrand, Philippe de SAINT ROBERT fera une indispensable mise au point et explorera les perspectives qui pourraient s'offrir à notre pays.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (8 € pour l'année)

SOUSCRIPTION 2003

Tous les dons recueillis depuis le 1^{er} septembre 2002 viennent s'inscrire au crédit de notre prochaine souscription du printemps 2003. Merci à tous ceux qui alimentent régulièrement notre « trésor de guerre ». Grâce à eux

nous pouvons ainsi poursuivre notre combat en dépit des conditions difficiles.

2^e liste de souscripteurs

Christophe Bertorelle 20 € - Djamel Boudjelal 20,57 € - Michèle Dutac 7,24 € - Jean-Jacques Foucher

100 € - Yves Garnier 4 € - Patrick Jacques 7,62 € - Blandine Kriegel 40 € - Guy Leclerc-Gayrau 10,29 € - Alain-Paul Nicolas 10 € - Yolande de Prunelé 50 € - Daniel Rietsch 32 €.

Total de cette liste: 301,72 €

Total précédent : 458,72 €

Total général : 760,44 €

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
 Prénom :
 Date de naissance : Profession :
 Adresse :
 Adresse électronique :
 désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
 « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Promotion de la terreur

On a proclamé voici un an la guerre contre le terrorisme. Nous en sommes les humbles soldats, placés sur le front journalistique. Comme les combattants de la Grande Guerre, nous ne céderons pas un pouce de terrain à l'ennemi, nous ne ferons aucune concession à ses complices. N'est-ce pas ce que nous demande le grand état-major médiatique ?

Cependant, la piétaille militante se doit d'avertir les populations menacées que les généraux des médias et les commissaires politiques de l'intelligentsia jettent le trouble dans les esprits et provoquent des désordres dans les ripostes, au risque de compromettre la victoire. Deux exemples :

Le tueur en série de Washington a fasciné les journalistes de toutes les télévisions occidentales, qui donnaient à ce tireur d'élite la priorité sur toutes les autres informations. Comment ne pas comprendre que le retentissement donné aux exploits de ce fou entraînait exactement dans le plan d'un homme qui agissait pour se placer au centre du monde, comme maître de la vie et de la mort. Grâce aux médias, sa réussite est grandiose. Elle inspirera d'autres déments.

Il aurait fallu traiter l'affaire pour ce qu'elle est : un fait divers, à évoquer en quelques secondes. Les grands professionnels répondront, selon la formule consacrée, qu'ils n'avaient « pas le choix » car la loi de l'information est ainsi faite. En ce cas, qu'ils reconnaissent publiquement leur propre responsabilité dans la tuerie et dans ses effets paniques.

La prise d'otages de Moscovites par des terroristes tchéchènes

a été portée, comme l'attentat de Bali, sur le devant de la scène mondiale de manière toute aussi irresponsable et encore plus dangereuse. Nul n'ignore que les terroristes sont des gens intelligents et cultivés qui tuent des victimes innocentes pour donner de la publicité à leur cause et pour ruiner la légitimité de l'État qu'ils combattent. Comme l'an passé à New York, la promotion médiatique des attentats perpétrés à Bali et à Moscou a pleinement répondu aux espoirs des criminels et encourage d'autres



extrémistes à devenir les martyrs de leur cause. Comme l'écrit Régis Debray (1) « la promo du barbare, son tremplin et sa niche, c'est notre culture elle-même ». Lutter contre le terrorisme, pour les militants que nous sommes, cela signifie qu'il faut refuser ce mélange de religiosité malade, de moralisme et de voyeurisme qui accompagne la diffusion des images sanglantes.

Après les attentats du 11 septembre, au risque de passer pour des sans-cœur, nous avons mis en garde contre la compassion imposée par les médias (2). Chacun peut aujourd'hui constater que le moralisme a permis à George W. Bush de se poser en victime, autorisée à répliquer à la

violence par le bombardement de populations civiles et par des exécutions sommaires de combattants – sans que ces crimes de guerre ne suscitent l'émoi de la gent médiatique.

La compassion serait-elle à éclipse ? Alors que le terrorisme tchéchène est un mélange effrayant de nationalisme, de fanatisme religieux et de banditisme, le commentaire dominant tint en trois points : explication très compréhensive de la prise d'otage, condamnation de Vladimir Poutine, critique implacable des méthodes utilisées pour sauver le maximum de vies. Non, nous n'étions pas « tous des Russes ». Non, les troupes d'élites et les policiers russes n'étaient pas héroïques comme le furent les pompiers de New York et les commandos américains en Afghanistan. Et quel mépris pour le peuple russe présenté, entre autres clichés, comme « fataliste » ! Enfin, le message de solidarité adressé par le président de la République française au président Poutine, auquel nous souscrivons, fut évoqué en quelques secondes. Voilà qui favorise, de manière plus ou moins consciente, l'extrême violence.

Conclusion ? Quant à la Russie, la promotion médiatique de la terreur se double d'une promotion politique organisée par de prétendus moralistes qui devraient, au moins, assumer leurs responsabilités. Est-ce bien la juste guerre contre le terrorisme qu'on nous demande de mener ou vise-t-on, à travers elle, d'autres finalités ?

Bertrand RENOUVIN

(1) La scène terroriste, *Les Cahiers de Médiologie* n° 13. Gallimard 2002 – prix franco : 18 €.

(2) « Faut-il compatir ? » *Royaliste* n° 778, 1-14 octobre 2001.

(3) Sur la guerre civile en Tchétchénie, cf. dans *Le Figaro* les analyses de Jacques Sapir (26 octobre) et d'Hélène Carrère d'Encausse (29 octobre).